CONDITIONS GENERALES DE VENTE

En vigueur au 30 mars 2020

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions Générales de ventes (dites « CGV ») s'appliquent sans restriction ni réserve à tout achat des services suivants :

- Téléconsultations individuelles (tout public)
- > Ateliers de groupe en présentiel
- > Atelier de groupe à distance en visio

Tels que proposés par Madame Patricia Di Vita (dite « le Prestataire ») aux clients non professionnels (« Les Clients ou Le Client ») sur le site www.dolcedivita.com.

Les caractéristiques principales des Services sont présentées sur le site internet <u>www.dolcedivita.com</u>.

Le Client est tenu d'en prendre connaissance avant toute passation de commande. Le choix et l'achat d'un service est sous la seule responsabilité du Client.

Ces CGV sont accessibles à tout moment sur le site <u>www.dolcedivita.com</u> et prévaudront sur tout autre document.

Le client déclare avoir pris connaissance des présentes CGV et les avoir acceptées avant son paiement en ligne.

Sauf preuve contraire, les données enregistrées dans le système d'information informatique du Prestataire constituent la preuve des transactions conclues avec le Client.

ARTICLE 2 – PRIX

Les services sont fournis aux tarifs en vigueur figurant sur le site <u>www.dolcedivita.com</u>, lors de l'enregistrement de la commande par le Prestataire.

Les prix sont exprimés en Euros TTC.

Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité mais le Prestataire se réserve le droit, hors période de validité, d'en modifier les prix à tout moment.

Une facture est établie par le Prestataire et remise au Client lors de la fourniture des Services.

ARTICLE 3 – COMMANDES

Il appartient au Client de sélectionner sur le site <u>www.dolcedivita.com</u> les Services qu'il désire commander, selon les modalités suivantes :

- Paiement en ligne sur le site www.dolcedivita.com, onglet « Tarifs & Agenda »
- > Et Prise de RDV, au choix :
 - o En ligne sur le site <u>www.medoucine.com</u> page patricia-divita-charriere
 - o Par téléphone au 06.51.74.72.36
 - o Par mail sur le site, onglet « Contact »

La vente ne sera considérée comme valide qu'après paiement intégral du prix. Il appartient au Client de vérifier l'exactitude de la commande et de signaler immédiatement toute erreur.

Toute commande passée sur le site <u>www.dolcedivita.com</u> constitue la formation d'un contrat conclu à distance entre le Client et le Prestataire.

Le Prestataire se réserve le droit d'annuler ou de refuser toute commande d'un Client avec lequel il existerait un litige.

ARTICLE 4 – CONDITION DE PAIEMENT

Le prix est payé par voie de paiement sécurisé, selon les modalités suivantes, au choix :

- Virement direct sur le compte du Prestataire : A la demande du Client après prise de rendez-vous, le Prestataire enverra par mail au Client son RIB pour virement direct de sa banque vers le compte du Prestataire, sous la responsabilité du Client.
- ➤ Paiement en ligne sur le site <u>www.dolcedivita.com</u> : Les données de paiement sont échangées en mode crypté grâce au protocole défini par le Prestataire de paiement agréé intervenant pour les transactions bancaires réalisées sur le site du Prestataire.

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

➤ Paiement par chèque à l'ordre du Prestataire : Patricia Di Vita — Charrière, et envoyé à l'adresse du Prestataire pour réception avant la date du rendez-vous.

Les paiements effectués par le Client ne seront considérés comme définitifs qu'après encaissement effectif des sommes dues, par le Prestataire.

Le Prestataire ne sera pas tenu de procéder à l'exécution du Service commandé par le Client si celui-ci ne lui paye pas la totalité dans les conditions ci-dessus indiquées.

ARTICLE 5 – FOURNITURE DES PRESTATIONS

Les prestations commandées par le Client seront fournies après encaissement effectif des sommes dues. Les dates de rendez-vous pourront être décalées dans le cas contraire.

Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour fournir la prestation commandée par le Client, dans le cadre d'une obligation de moyen.

ARTICLE 6 – DROIT DE RETRACTATION

« Article L221-18 - Créé par Ordonnance n°2016-301 du 14 mars 2016 - art.

Le consommateur (Le Client) dispose d'un délai de **quatorze jours** pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 221-23 à L. 221-25.

Le délai mentionné au premier alinéa court à compter du jour de la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article L. 221-4.

Article L221-21 - Créé par Ordonnance n°2016-301 du 14 mars 2016 - art.

Le consommateur (Le Client) exerce son droit de rétractation en informant le professionnel (Le Prestataire) de sa décision de se rétracter par l'envoi, avant l'expiration du délai prévu à l'article L. 221-18, du formulaire de rétractation mentionné au 2° de l'article L. 221-5 ou de toute autre déclaration, dénuée d'ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter.

Article L221-22 - Créé par Ordonnance n°2016-301 du 14 mars 2016 - art.

La charge de la preuve de l'exercice du droit de rétractation dans les conditions prévues à l'article L. 221-21 pèse sur le consommateur.

Dans l'hypothèse de l'exercice de son droit de rétractation, Le Prestataire remboursera le Client des sommes versées.

Dans le cas d'un délai d'exécution de la prestation inférieur à 14 jours, Le Prestataire signifiera au Client par mail de confirmation son accord tacite pour le retrait du droit de rétractation.

ARTICLE 7 – DONNEES PERSONNELLES

Sécurité et Confidentialité

Le Prestataire met en œuvre des mesures organisationnelles, techniques, logicielles et physiques en matière de sécurité du numérique pour protéger les données personnelles recueillies.

Le prestataire technique (Wix) du Prestataire dispose de la technologie nécessaire pour protéger les données personnelles et toute donnée relative aux visiteurs. Il garantit se conformer à la nouvelle réglementation.

Le Prestataire n'a pas accès aux informations financières du Client lors de son paiement.

Durée de conservation des données

Le Prestataire conservera les données personnelles recueillies pendant un délai de 5 ans, couvrant le temps de la prescription de responsabilité civile contractuelle applicable.

Mise en œuvre des droits des Clients

En application de la règlementation applicable aux données à caractère personnel, Les Clients disposent des droits suivants en faisant la demande par mail à contact@dolcedivita.com :

- Suppression ou mise à jour des données qui les concernent
- S'opposer au traitement de leurs données par le Prestataire à des fins markétings ou publicitaires.

Le Prestataire doit apporter une réponse aux demandes dans un délai maximum d'un mois. En cas de refus de faire droit à la demande du Client, celui-ci doit être motivé.

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Le Client est informé qu'en cas de refus, il peut introduire une réclamation auprès de la CNIL (3 place de Fontenoy, 75017 PARIS) ou saisir une autorité judiciaire.

ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le contenu du site <u>www.dolcedivita.com</u> est la propriété du Prestataire et est protégé par les lois françaises relatives à la propriété intellectuelle.

ARTICLE 9 - LITIGES

Pour toute réclamation merci de contacter le Prestataire à l'adresse mail : <u>contact@dolcedivita.com</u>. Le Client est informé que « Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du code de la consommation, il propose un dispositif de médiation de la consommation.

L'entité de médiation retenue est :

CNPM - MEDIATION DE LA CONSOMMATION.

En cas de litige, vous pouvez déposer votre réclamation sur son site : https://cnpm-mediation-consommation.eu ou par voie postale en écrivant à CNPM - MEDIATION - CONSOMMATION - 27 avenue de la libération - 42400 Saint-Chamond »

Tous les litiges auxquels les opérations conclues en application des CGV et qui n'auraient pas fait l'objet d'un règlement amiable entre Le Prestataire ou par médiation, seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.